

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
CS 16326
Cedex 2
44036 NANTES

NANTES, le 18/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BARBAZANGES TRI OUEST

6 rue Lafayette
44110 Châteaubriant

Références : SRNT-2023-0891
Code AIOT : 0006302454

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/10/2023 dans l'établissement BARBAZANGES TRI OUEST implanté 4-6 rue Lafayette 44110 Châteaubriant. L'inspection a été annoncée le 26/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BARBAZANGES TRI OUEST
- 4-6 rue Lafayette 44110 Châteaubriant
- Code AIOT : 0006302454
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société S.A. BARBAZANGES TRI OUEST exerce une activité de tri, transit, regroupement de

déchets dangereux et non dangereux. Elle exploite également une station de transit d'ordures ménagères ainsi qu'une installation de préparation de CSR (combustibles solides de récupération).

Elle est soumise à autorisation au titre de la réglementation ICPE pour les rubriques suivantes :

- 2714 : Transit, regroupement, tri ou préparation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux ;
- 2716 : Transit, regroupement, tri ou préparation de déchets non dangereux non inertes ;
- 2718 : Transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ;
- 2791 : Traitement de déchets non dangereux.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Clôture du site
- Gestion des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Clôture du site	Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 7.5	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Gestion des déchets	Code de l'environnement du 19/12/2010, article L.541-2	Mise en demeure, déchets	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux constats faits sur le site de l'exploitant et sur le site contigu ABRF Industries, il est proposé de mettre en demeure la société S.A. BARBAZANGES TRI OUEST :

- de clôturer le passage entre son site et le site contigu ABRF Industries ;
- de faire évacuer pour traitement ses déchets présents sur le site contigu ABRF Industrie et présentant des risques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôture du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/12/1998, article 7.5
Thème(s) : Autre, Accès - surveillance
Prescription contrôlée : [...] Le site est clôturé et surveillé (alarme automatique,...).
Constats : Il est constaté qu'une voirie a été aménagée par l'exploitant au niveau de l'angle nord-est du site. L'absence de clôture sur une partie de la limite entre son site et le site contigu ABRF Industries permet le passage de véhicules légers et lourds.

Il est demandé à l'exploitant de clôturer le passage entre son site et le site contigu ABRF Industries.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2010, article L.541-2
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
Constats : Il est constaté que des déchets et des bennes sont entreposés par l'exploitant sur le site voisin ABRF Industries (cf. photos ci-après).

Les volumes de déchets stockés par l'exploitant sur le site ABRF Industries, demandés par l'inspection des installations classées le jour de la visite, n'ont pas été communiqués. Il a cependant été constaté que les volumes de déchets plastiques et de pneumatiques usagés entreposés sur le site ABRF Industries dépassent le seuil de l'enregistrement au titre de la rubrique 2714 (Transit, regroupement, tri ou préparation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois). De même, compte tenu de la surface occupée par des métaux ou déchets de métaux, le seuil de la déclaration est largement dépassé pour la rubrique 2713 (Transit, regroupement, tri ou préparation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux).

Les conditions d'exploitation de ces stockages de déchets ne sont par ailleurs pas conformes aux prescriptions permettant de prévenir et limiter les risques d'incendie présentés par les installations.

De plus, ces déchets sont entreposés par l'exploitant sans autorisation de la société ABRF Industries, représentée par maître SAULNIER en tant que responsable de la conduite de la liquidation judiciaire.



Il est demandé à l'exploitant de faire évacuer pour traitement ses déchets présents sur le site contigu ABRF Industrie et présentant des risques. À l'issue des opérations d'évacuation des déchets, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un récapitulatif des tonnages évacués et un justificatif des filières de traitement utilisés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, déchets

Proposition de délais : 3 mois